

Les Etats-Unis d'Amérique ont-ils mis la junte sous embargo ?

Par Gil Lawson

L'information n'est pas encore officielle. Les responsables de la junte militaro-putschiste au pouvoir au Gabon ne pourraient plus rencontrer dans les tout prochains jours les membres de l'administration Obama. Le gouvernement américain, croit savoir une source très introduite au département d'Etat, aurait pris cette décision depuis le 20 octobre 2016. Cette information circule sur les réseaux sociaux depuis plusieurs jours, sans susciter une quelconque réaction de l'ambassade des Etats-Unis au Gabon, encore moins du responsable de la diplomatie de la junte, Pacôme Moubelet Boubeya, ou de la communication, Alain Claude Biliéby Nzé. Hier étant un jour non ouvrable, la rédaction n'a pas pu entrer en contact avec l'ambassade des Etats-Unis au Gabon pour en savoir plus.

Reste qu'il y a des signes qui ne trompent pas. L'université d'Oregon, qui avait signé avec le Gabon un juteux partenariat, lequel est dirigé pour sa mise en œuvre par le très avenant Eric Benjaminson, grand pote du chef de la junte, a décidé d'interrompre cette collaboration. Sur sa plateforme web, l'université d'Oregon (<http://goc.uoregon.edu/fr>) explique qu'«à la lumière des événements malheureux ayant entouré l'élection présidentielle du

27 août au Gabon, le Centre Gabon-Oregon a suspendu ses opérations.... Nous n'acceptons plus de propositions de projets de recherche conjoints. Nous attendons avec impatience de reprendre, sous une forme nouvelle, nos efforts pour soutenir la recherche collaborative transnationale sur le développement durable en Afrique sub-saharienne». Sans doute pour bien montrer que c'est l'ancien ambassadeur des Etats-Unis au Gabon (Benjaminson) qui les a conduits dans cette galère, l'université lui demande de « se débrouiller » pour en sortir. L'institution dit aux «demandeurs actuels et aux bénéficiaires de subventions de recherche du centre notamment de discuter de leurs situations spécifiques avec le directeur exécutif du centre Gabon-Oregon, Eric Benjaminson».

Un autre indice semble aller dans le sens de l'embargo. C'est le traitement qui serait désormais réservé à certains membres de la junte pour obtenir un visa d'entrée aux Etats-Unis. Certains d'entre eux (nous y reviendrons) ont perdu le statut de VIP qui leur permettait d'avoir un accès privilégié aux visas.

Reste que la mesure, si elle se confirme, signifierait la fin des bamboulas des membres de la junte aux Etats-Unis d'Amérique. Car, selon les informations recueillies ça et là, cela signifierait : « Pas de félicitations pour l'élection de

BOA; Tous les haut dignitaires et politiciens américains ne viendront plus au Gabon jusqu'à nouvel ordre, et ceux qui avaient des voyages de travail au Gabon les ont annulés; Les Etats-Unis d'Amérique ne feront plus rien avec le Gabon jusqu'à nouvel ordre, ils vont plutôt concentrer leur diplomatie sur São Tomé et Príncipe uniquement; Plus de coopération de sécurité, les officiels gabonais qui bénéficiaient de formation américaine n'iront pas en formation, conférence, etc. pour cette année; Toutes les fêtes et réceptions américaines impliquant les officiels gabonais ou les autorités sont annulées; l'organe américain international qui s'occupent des investissements et de recommander les pays où investir a déclaré que le Gabon n'est pas recommandable et qu'il est à très hauts risques donc pas d'investissements américains.»

A cela s'ajoute la reconnaissance officielle par l'administration américaine de la réalité que « les droits de l'homme ne sont pas respectés » au Gabon. Ce qui entraînera d'autres conséquences, notamment économiques. Ce pays étant à la pointe du combat pour les droits de l'homme.

Les jours à venir vont sans doute éclairer sur cette question. Mais il n'y a pas de fumée sans feu.